

Universidades Lusíada

Júdice, José Miguel, 1949-

**Consensus et conflit dans les processus de
transition politique**

<http://hdl.handle.net/11067/5045>

<https://doi.org/10.34628/sx87-v603>

Metadados

Data de Publicação	1995
Palavras Chave	Regime político, Transição democrática
Tipo	article
Revisão de Pares	yes
Coleções	[ILID-CEJEA] Polis, n. 03 (1995)

Esta página foi gerada automaticamente em 2023-05-04T22:06:44Z com
informação proveniente do Repositório

CONSENSUS ET CONFLIT DANS LES PROCESSUS DE TRANSITION POLITIQUE (**)

1. Une opposition évidente

— *Le consensus* signifie que dans une certaine société il y a un accord entre les individus et les groupes sociaux au sujet des valeurs, des règles, des normes et aussi en ce qui concerne les fins et les objectifs de la communauté et la forme de les atteindre.

— *Le conflit* exprime le combat pour l'obtention ou détention d'un pouvoir, d'un bien, d'un prestige, qui ne sont pas suffisants pour satisfaire tous les groupes ou les individus intéressés.

— Le consensus est, quand on le transforme dans un système théorique de justification, la base de ce que l'on peut appeler, en suivant Dahrendorf, la théorie du consensus de l'intégration sociale de connotation fonctionnaliste, qui se base sur quatre thèses sur l'essence des sociétés humaines:

- 1) Chaque société est un système d'éléments relativement stable (thèse de la stabilité);
- 2) Chaque société est un système équilibré de plusieurs éléments (thèse de l'équilibre);
- 3) Chacun des éléments internes de la société apporte une contribution positive à son fonctionnement (thèse du fonctionnalisme);
- 4) Chaque société se maintient grâce au consensus de ses diverses parties sur des valeurs communes (thèse du consensus)

(*) Advogado.

(**) Este texto, agora publicado pela primeira vez, consiste de uma nota destinada a uma conferência realizada na Bulgária em 1993 sobre os problemas políticos e sociológicos. Optei por manter a versão inicial sem qualquer adaptação porque, segundo me parece, uma revisão de redacção não aumentaria o seu eventual interesse.

— Au contraire, le conflit est le nom qui résume ce que l'on peut appeler la théorie coactive de l'intégration sociale, elle aussi basée en quatre theses:

- 1) Chaque société et chacun de ses éléments sont toujours soumis au changement (these de l'historicité);
- 2) Chaque société est un systeme d'éléments, en eux-mêmes contradictoires et explosifs (these de l'explosibilité);
- 3) Chaque élément en chaque société contribue à son changement (these de la disfonctionnalité);
- 4) Chaque société se maintient en raison de la coaction que quelques uns de ses membres exercent sur les autres (these de la coaction).

— Em premiere analyse, donc, on pourrait conclure que la communication entre les deux concepts n'existe même pas: une valeur ou un bien qui peut être accepté par tous et à tous satisfaire est, doit être, d'une nature différente d'une autre valeur ou d'un autre bien qui est l'objet d'un combat.

— Or, en d'autres mots, stabilité, équilibre, fonctionnalisme et consensus s'opposent d'une façon inconciliable à historicité, explosivité, disfonctionnalité et coaction.

2. Une conséquence analytique apparemment naturelle

— S'il y a une opposition conceptuelle entre les deux réalités, alors on admet tres facilement que l'obtention d'une des deux réalités oblige à exclure l'autre: il n'y aurait, donc, consensus dans une société conflictuelle et si le conflit est inévitable il est impossible d'admettre l'idée même de consensus. Or, de l'autre côté, si le consensus est indispensable, désiré ou existant, alors le conflit est dispensable, préjudiciel ou artificiel, on doit ou on peut se passer de conflit, que l'on doit éviter, controler ou nier.

3. L'équivoque dangereux

- a) Le consensus et le conflit sont les deux réels. Sont, dans un certain sens, les deux faces de la même monnaie. Ou, plutôt, les conditions réciproques l'un de l'autre. Penser le contraire ou *faire* le contraire produit des effets pervers qui détruisent la fin désirée.

- b) Si on désire garantir le consensus en niant ou évitant d'accepter l'idée ou la réalité du conflit, la conséquence inéluctable sera la destruction des éléments même du consensus: (i) le conflit s'installe sur les valeurs mêmes qui pourraient servir de fondement au consensus; (ii) la négation du conflit a comme conséquence aussi que le système politique ne s'organise pas pour résoudre les conflits et le manque de mécanismes de régulation ou réduction de tensions est un facteur objectif d'augmentation du degré de ces conflits.
- c) Si on pense que le consensus est impossible ou n'est que l'idéologie qui permet le contrôle social d'un certain groupe, l'équivoque peut être d'un côté la destruction de la société qui n'a pas investi dans la définition du cadre pour le conflit (et donc le manque de mécanismes de régulation ou le refus des mécanismes existants est producteur de la radicalisation incontrôlable) ou, de l'autre côté, le reflux et la manutention du status quo, car la force des valeurs et normes de consensus, qui a été niée par quelques uns, est utilisée en leur faveur par d'autres, et le dynamisme des adeptes de la théorie du conflit se perd sans des résultats suffisants au plan macro-social.

4. La remise en valeur du binôme

— Si consensus et conflit ne peuvent pas se détruire sans que le processus d'auto-destruction se déclenche, alors la solution apparente est de créer une structure sociale qui permettra de maintenir le mieux des deux mondes possibles: faire jouer le conflit et sa dynamique dans le cadre du consensus et de son assurance psychologique.

— L'alternative serait, à partir de la même constatation, créer une société où les raisons, les causes, de conflit n'existent plus, ou annuler le fait même du consensus à travers d'une théorie qui fait du conflit permanent la forme et la direction du conflit.

— Le grand problème est alors (i) de savoir ce qu'il faut faire pour augmenter les possibilités d'harmonisation entre consensus et conflit, et (ii) comprendre les conditions qui peuvent détruire la base même de l'harmonisation.

— À moins que en choisissant l'alternative sus-mentionnée, l'option ne soit de vivre sous l'empire d'une idéologie non pluraliste (on peut marcher vers une société sans conflits et on doit tout subordonner à cette finalité) ou choisir de mener les combats dans l'illusion dialectique que les règles

mécaniques du combat aient la valeur de consensus admis et les synthèses historicisées soient les concrétisations conjoncturelles du consensus possible.

5. Je pense que la forme de répondre aux questions qui je viens d'admettre est la zone nucléaire de la théorie de l'organisation des sociétés humaines et est à la base de toutes les théories explicatives de la vie en société et de l'évolution des sociétés humaines. Aujourd'hui ce n'est pas le jour ni l'occasion pour développer cette réflexion, mais il suffit de rappeler des noms comme Hobbes, Locke, Rousseau, Comte, Durkheim, Marx, Pareto, Dahrendorf, Dahl, Easton, Hirsh-Weber, Partridge, Almond & Verba, Truman, Key ou Lipset, qui d'une façon ou d'une autre ont analysé la question, pour démontrer l'importance du problème.

6. Avant d'entrer dans la communication du cas portugais (et sais que c'est cette partie finale de mon intervention qui pourra justifier votre aimable attention) je crois normal de rappeler que les auteurs d'une façon générale admettent aujourd'hui que les solutins totalitaires de régulation sociale ne produisent pas les résultats qu'elles envisagent et qui, pour quelques uns, justifieraient les limitations des libertés. Je crois donc que le scientifique social de nos jours accepte que son rôle social est de comprendre et éclaircir les conditions et les formes de l'harmonisation entre conflit et consensus (ou liberté et organisation, ou autonomie et règle). Je crois aussi que on peut résumer des années d'investigation en disant que une situation d'équilibre dynamique dans le processus de développement politique d'une société est une fonction de l'existence d'une culture civique ou culture politique démocratique.

7. La culture politique est l'ensemble de valeurs, sentiments et symboles partagés et acceptés par le groupe (dirait Kavanagh), ou l'ensemble des valeurs, des croyances et des émotions (Beer), ou les objectifs et les rôles partagés et acceptés, ou même l'environnement des émotions et des attitudes qui cerclent et forment le cadre ou le système politique opère, ou les prédispositions pour l'action politique (les orientations) qui sont déterminées (par des traditions, mémoires historiques, motivations, règles, émotions et symboles) pour des objectifs politiques, comme dirait Parsons.

Les définitions peuvent être distinctes, mais la conclusion est plutôt semblable. Il y a toujours un certain degré de culture politique dans chaque

société, mais les sociétés qui ne sont pas caractérisées par une culture politique qui soit l'expression de l'acceptation par la plupart des groupes sociaux importants et des individus d'un degré de consensus ne sont pas stables. Et la seule culture politique qui paraît capable à notre époque et dans notre civilisation de fonder un consensus stabilisateur est la culture politique démocratique ou culture civique, pour utiliser le mot de Almond et Verba.

8. La création d'une culture politique démocratique, objectif stratégique essentiel pour que le développement politique puisse se faire d'une façon que l'on définit comme dynamique/stable, n'est pas un résultat automatique de conditions objectives, mais n'est pas aussi un résultat qui dépend seulement de l'effort volontariste d'un groupe de personnes.

On peut donc définir des facteurs objectifs favorables/défavorables à l'essor ou manutention d'une culture politique démocratique et rappeler certains facteurs subjectifs qui peuvent aider l'accélération et la stabilisation de cette culture.

Parmi les facteurs objectifs et subjectifs on peut énumérer:

- 1) Le degré d'existence d'homogénéité de la société au niveau socio-culturel (questions ethnique, linguistique, religieuse, géographique, etc.);
- 2) Le degré d'homogénéité socio-économique (la question des contradictions de niveau de vie entre groupes sociaux et régions);
- 3) Le degré d'existence de mécanismes de socialisation (programmes scolaires, traditions familiales, stratégie des mass media, etc.);
- 4) La mémoire historique de conflits radicaux (guerres civiles, politiques démographiques violentes, etc.) qui peut fonctionner comme atout ou comme limitation;
- 5) L'existence de proces récent de rupture révolutionnaire (au niveau de civilisation, de système social, de sous-système politique ou économique, technologique ou social, etc.);
- 6) Le type d'idéologies de référence pour la mobilisation politique (si les visions totalitaires et systématiques dominent ou si c'est les idéologies pragmatiques et flexibles qui sont dominantes);
- 7) Le rôle des «mass media», des «opinion makers», des partis politiques, des groupes sociaux (églises, universités, organisations professionnelles, etc.);

- 8) L'influence positive et négative des facteurs externes à la société envisagée (l'ennemi externe, le partenaire, le proces d'intégration supra-nationale, les appuis en formation politique socialisatrice, etc.);

9. Il faut maintenant analyser le cas portugais, à la lumière de tout ce que j'ai déjà dit, toujours en ayant l'intention d'aider à comprendre l'expérience du Portugal dans les années 60, 70, 80, des le commencement de la guerre aux colonies (1961), jusqu'à la stabilisation politique qui coïncide avec l'adhésion au Marché Commun (1986). C'est l'histoire d'un quart de siècle et je crois qu'il est justifié de vous donner quelques détails d'information, très résumés en tout cas, car les limitations du temps disponible et de votre patience sont évidents.

10. Je crois possible définir de la façon suivante les principales caractéristiques du système social portugais au moment où la période étudiée commence:

- a) Une société qui commençait le proces de déruralisation et d'ouverture à l'extérieur;
- b) Une société de classes moyennes en proces de consolidation après trente années de croissance économique faible mais presque sans inflation;
- c) Une société dualiste (pauvre/riche, intérieur/littoral, scolarisé/analphabète);
- d) Une société à subir un énorme proces d'émigration en Europe et de migration pour les grandes villes au littoral du Pays;
- e) Une société qui commençait à prendre contact avec le monde extérieur (télévision, voyages de la bourgeoisie à l'extérieur, investissement externe, tourisme de masse, augmentation du niveau et du nombre des étudiants, etc.);
- f) Une période de bouleversements internationaux et de modifications culturelles subites (fin de Bretton Woods, les manifestations des campus universitaires français et américains, les drogues, la pilule, la fin du service domestique, la libérisation des mœurs, la crise de la République Impériale américaine, la décolonisation, la construction européenne à faire les premiers pas, la crise des blocs à Cuba, à Berlin ou au Vietnam);

- g) La guerre d'Afrique (3 théâtres de guerre, guerre faite par des conscrits et non par volontaires ou armée professionnelle, etc.);
- h) Un régime politique autoritaire (censure, prohibition de partis politiques, élections sans liberté, etc.), mais sans les instruments ou la volonté des systèmes totalitaires;
- i) Un grand niveau d'homogénéité ethnique, religieuse conservatrice (qui a souffert le choc du Concile Vatican II) et linguistique.

11. Les années soixante ont démontré que les conditions d'un processus dynamique n'existaient pas, pour des raisons très diverses:

- a) Le sous-système politique ne permettait pas la normalisation des exigences que le processus de développement en soi-même provoquait (le problème des élections, de la censure, des institutions et structures culturelles autoritaires);
- b) La guerre d'Afrique détruisait le consensus national basique, car le Pays, à cause de la guerre, se divisait fortement au sujet de son futur;
- c) L'intégration des *input* venus de l'extérieur ne trouvait pas sur place des structures d'accueil psycho-sociales et donc l'effet dynamique n'était pas systémique mais au contraire conflictuel;
- d) L'archaïsme du système culturel et les déficiences du système éducatif n'ont pas permis de répondre aux besoins du processus de développement (manque de cadres, désagrégation de la structure familiale, réactions de crispation régressive des populations, gaspillage d'opportunités, accentuation du dualisme);
- e) La culture dominante d'intégration sociale forcée et de marginalisation du dissident donnait origine à une contre-culture conflictuelle qui négligeait les besoins de consensus (le radicalisme ultra-gauchiste, la raréfaction de modérés et réformistes, etc.);
- f) Les structures sociales qui soutenaient le régime politique (l'Université, l'Eglise, l'Armée) entraient en processus dysfonctionnel de désagrégation qui produisait l'anarchie mais aucune solution de rechange;
- g) Le modèle de développement économique n'ajoutait pas suffisamment de valeur interne, fonctionnait sur des conditions insoutenables de salaires faibles et répression sociale à la lutte syndicale.

16. La Révolution du 25/4/74 a été la fille légitime d'un système malade et sans les anti-corps de régénération nécessaires. Ses conséquences immédiates ont été les conséquences inévitables de la situation antérieure:

- a) La radicalisation politique-sociale (avant-gardisme communiste, occupations d'entreprises et d'habitations, détentions arbitraires, atmosphère de peur sociale, etc.);
- b) Le radicalisme économique et social (augmentations explosives des salaires, nationalisations, contrôle ouvrier, intervention de l'Etat dans les entreprises, législation gauchiste en matière sociale et économique, destruction des structures des entreprises, etc.);
- c) Accentuation des phénomènes de destruction du consensus (crise des rapports ville/campagne, droite/gauche, église/communistes, patrons/ouvriers, classe moyenne/«lumpen», etc.);
- d) Création d'une théorie de consensus social artificielle opposée à l'antérieure mais tributaire d'une philosophie semblable (mort civique des oppositeurs, création d'un modèle constitutionnel socialiste et collectiviste, etc.).

13. Les conséquences ont été inévitables:

- a) Augmentation exponentielle du degré de conflit anti-système (bombes, manifestations permanentes, persécutions, émigration des cadres, etc.);
- b) Diminution du niveau de vie des populations (inflation, faillites, occupation et destruction d'entreprises, diminution brutale du taux d'investissement productif, augmentation du poids de l'Etat-producteur, etc.);
- c) Régression des processus de modernisation (abandon du Pays des élites dynamiques, suspension des processus d'investissement technologique, désagrégation du système d'enseignement, destruction des centres de rationalité économique privés qui existaient);

14. Et pourtant... la société portugaise a su trouver, à partir de 1976, des solutions de surpassement des tensions et réduction du degré de conflit anti-système, en renforçant les conditions de cohésion sociale libre, à travers la création d'une culture politique démocratique qui n'avait pas de racines dans l'histoire politique portugaise du XIX et du XX siècle.

Il est possible définir aussi les facteurs qui ont aidé à ce proces de correction et de normalisation systemique:

- a) L'homogénéité socio-culturelle de la société portugaise avait survécu aux proces de transition révolutionnaire — il n'existait pas de problemes structurels (éthniques, religieux, géographiques ou linguistiques) qui le proces de rupture révolutionnaire eut exacerbé;
- b) L'effet pendule a fonctionné dans la direction de l'équilibre central du systeme (une même génération avait vécu les effets négatifs successifs de l'autoritarisme de droit et du anarcho-populisme proto-totalitariste de gauche);
- c) La culture pluraliste sociale qui les systemes autoritaires avaient permis (ou n'avait pas arrivé à empêcher) donnait à la société civile les instruments d'adaptation au nouveau environnement démocratique qui a eu une renaissance (ou naissance) graduelle à partir de 1976, en faisant fonctionner les mécanismes de «feed-back» qui aidaient à soutenir le proces de démocratisation croissante;
- d) Les partis les plus forts, les «mass media», les «opinion-makers» ont été plutôt favorables au proces pluraliste et ont été capables de fonder les racines de la culture politique démocratique. Par un systeme pratique de fonctionnement ou le conflit aigu pour le pouvoir co-existait avec des alliances anti-extremistes (par exemple en matiere d'organisations syndicales), on a habité l'opinion publique au combat politique inter-système et non anti-systemique;
- e) Les facteurs externes ont joué fortement dans le sens les proces de démocratisation (appui des partis politiques et fondations politiques européennes, négociation et pleine adhésion au Marché Commun, évolution des valeurs et symboles de référence internationale dans le sens pluraliste, etc.);
- f) L'organisation politique était elle-même pluraliste (gouvernement/parlement, Président de la République, pouvoir municipal démocratique, gouvernement régional aux îles atlantiques, etc.).

15. Le cas portugais a été, donc, une «success story» relative, car le «happy ending» a été obtenu. Mais le prix qui a été payé, plutôt excessif, pourrait être évité si l'expérience des autres avait pu convaincre les détenteurs de rôles politiques et sociaux, avant et apres la révolution des oeilletons, que l'harmonie entre consensus et conflit est la racine du développement politique.